



**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU ROYAUME DES PAYS-BAS
LA HAYE**

**CONVENTION SUPPRIMANT L'EXIGENCE DE LA LÉGALISATION DES ACTES
PUBLICS ÉTRANGERS
(La Haye, le 5 octobre 1961)**

Notification conformément à l'article 15 de la Convention

DÉCLARATION

Espagne, 13-11-2015

(Traduction)]

L'Ambassade d'Espagne à La Haye présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas et a l'honneur d'attirer son attention sur l'information parue sur le site internet de la Conférence de La Haye de droit international privé concernant une cérémonie organisée dans les locaux dudit Ministère, dont une partie est libellée comme suit:

"Le 6 novembre 2015, le Kosovo* a déposé son instrument d'adhésion à la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers (ci-après, la "Convention Apostille"). Ce faisant, le Kosovo a rejoint pour la première fois une Convention de La Haye et est devenu la 109^e partie contractante à la Convention Apostille. La Convention Apostille entrera en vigueur au Kosovo le 14 juillet 2016.

Lors de la cérémonie, qui s'est tenue au ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas (le dépositaire), l'Ambassade du Kosovo était représentée par S.E. M^{me} Vjosa Dobruna, Ambassadrice du Kosovo, et M. Besnik Ramadanaj, Conseiller. M. Joseph Damoiseaux, chef de la Division des Traités, M. Jules van Eijndhoven, chef de la Section des Publications de la Division des Traités, et M. Mark Groen, spécialiste principal des politiques et juriste, agissant au nom du dépositaire, ont également assisté à la cérémonie. M. Christophe Bernasconi, Secrétaire général, et M^{me} Mayela Celis, Collaboratrice juridique principale, représentaient le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé (HCCH).

En application de l'article 12 de la Convention Apostille, le dépositaire informe les États contractants de l'adhésion du Kosovo."

L'Ambassade d'Espagne déplore cette décision car il n'est nullement établi que les organes de la Conférence de La Haye de droit international privé aient jamais pris la décision de considérer ce territoire comme un État (http://www.hcch.ngt/index_en.php?act=siates.nonmember), comme requis par la Convention Apostille ou toute autre convention multilatérale de droit international privé.

Le Royaume d'Espagne est Partie à la Convention Apostille et, comme de nombreux autres États parties à cette convention, il n'a pas reconnu l'indépendance autoproclamée du Kosovo. De plus, l'Espagne a réaffirmé son engagement en faveur du principe d'intégrité et de souveraineté des États, tel que formulé dans la Charte des Nations unies

* Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut de ce territoire, et s'inscrit dans la ligne de la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité et de l'Avis consultatif de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

et l'Acte final d'Helsinki. Enfin, l'Espagne respecte pleinement la résolution 1244/1999, toujours en vigueur, du Conseil de sécurité des Nations unies.

Le territoire du Kosovo n'est pas membre des Nations unies et la Conférence générale de l'UNESCO s'est récemment opposée à son adhésion.

L'Ambassade d'Espagne attire l'attention du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas sur le fait que l'adhésion de ce territoire à la Convention Apostille constituerait un dangereux précédent, aux conséquences imprévisibles et préjudiciable à de nombreux États, s'agissant de ladite convention et d'autres conventions multilatérales pour lesquelles le statut d'État est requis pour toutes les parties contractantes. Aussi ne s'agit-il pas d'une simple question technique pouvant être résolue grâce à une interprétation littérale de l'article 12 de la Convention Apostille ou de l'article 76 de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

Il est également important de souligner que le mécanisme d'opposition formulé à l'article 12 de la Convention Apostille pourrait ne pas suffire à préserver de retombées négatives les États parties ayant expressément élevé des objections. Tel serait le cas, par exemple, si une décision de justice rendue dans un État ayant accepté un document apostillé par ce territoire devait être appliquée par un État ayant élevé des objections.

Compte tenu des arguments susmentionnés, l'Espagne estime qu'il n'appartient pas à l'État dépositaire de la Convention de décider si un candidat a ou non le statut d'État comme requis par la Convention apostille. L'État dépositaire ne peut non plus invoquer la neutralité de la cérémonie pour accepter la déposition, car, ce faisant, il adopte en fait une position claire sur une question politique controversée qui dépasse le cadre de ses attributions.

Dans ces conditions, l'Ambassade d'Espagne demande au Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas de ne pas recevoir l'instrument d'adhésion de ce territoire à la Convention Apostille, ou du moins de suspendre sa déposition dans l'attente de l'adoption d'une décision appropriée par les organes compétents de la Conférence de La Haye de droit international privé.

La Haye, le 11 décembre 2015

La présente notification est faite par le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume de Pays-Bas en sa qualité de depositaire de la Convention.

Les notifications dépositaires sont accessibles en ligne sur le site Web du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, à l'adresse <https://treatydatabase.overheid.nl>

XII Légalisation No. 12 /2015 CORR



**MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS
THE HAGUE**

**CONVENTION ABOLISHING THE REQUIREMENT OF LEGALISATION
FOR FOREIGN PUBLIC DOCUMENTS
(The Hague, 5 October 1961)**

Notification pursuant to Article 15 of the Convention

DECLARATION

Spain, 13-11-2015

The Embassy of Spain in The Hague presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands and has the honour to draw the latter's attention to the information provided by the website of the Hague Conference on Private International Law regarding a ceremony carried out at the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands part of which states as follows:

"On 6 November 2015 Kosovo* deposited its instrument of accession to the Hague Convention of 5 October 1961 Abolishing the Requirement of Legalisation for Foreign Public Documents (the "Apostille Convention"). By doing so, Kosovo joined its first Hague Convention and became the 109th Contracting Party to the Apostille Convention. The Apostille Convention will enter into force for Kosovo on 14 July 2016.

At the ceremony, which took place at the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands (i.e. the Depositary), H.E. Ms Vjosa Dobruna, Ambassador of Kosovo, and Counsellor Besnik Ramadanaj represented the Embassy of Kosovo. On behalf of the Depositary, Head of the Treaties Division Mr Joseph Damoiseaux, Head of the Publication Section of the Treaties Division Mr Jules van Eijndhoven and Legal Officer Mr Mark Groen also attended the ceremony. Secretary General Mr Christophe Bernasconi and Principal Legal Officer Ms Mayela Celis represented the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law (HCCH).

Pursuant to Article 12 of the Apostille Convention the Depositary shall give notice to the Contracting States of the accession of Kosovo".

The Embassy of Spain regrets this decision since there is no evidence that the organs of the Hague Conference on Private International Law have ever decided to qualify that territory as a State (http://www.hcch.ngt/index_en.php?act=states.nonmember) as required by the Apostille Convention or any other multilateral conventions on private international law.

The Kingdom of Spain is a Party to the Apostille Convention and, as many other of its States Parties, has not recognized the self-proclaimed independence of Kosovo. Moreover, Spain has reaffirmed its commitment with the principle of integrity and sovereignty of the States, as set out in the UN Chart and the Helsinki Final Act. Furthermore, Spain fully respects UNSCR 1244/1999 still in force.

* This designation is without prejudice to positions on status, and is in line with UNSCR 1244/1999 and the ICJ Opinion on the Kosovo declaration of independence

The territory of Kosovo is not a member of the United Nations and the General Conference of UNESCO has recently opposed to its membership.

The Embassy of Spain draws the attention to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands that the accession of this territory to the Apostille Convention would be a dangerous precedent with unforeseen consequences, harmful for many States, regarding this and other multilateral Conventions which require statehood for becoming a Contracting Party. Therefore, this is not a technical issue that could be just solved by a literal interpretation of Article 12 of the Apostille Convention or article 76 of the Vienna Convention on the Law of the Treaties.

It would also be important to highlight that the opposition mechanism established by article 12 of the Apostille Convention might be not enough guarantee to avoid the negative consequences on those States Parties having expressly objected. That would be the case, for example, in the case of a Judicial Decision issued by a Court from a State that could have previously accepted a document apostilled by this territory if such decision should have to be enforced by a State having previously objected.

Taking into account the abovementioned arguments, Spain is on the opinion that it is not up to the Depositary State of the Convention to qualify if a particular applicant complies with the requirement of statehood established by the Apostille Convention. Neither the Depositary State could rely on the allegedly neutrality of the ceremony to accept the deposition, because this in fact implies the adoption of a clear position on a political and controverted issue that exceeds its duties as Depositary State.

Under these circumstances, the Embassy of Spain requests the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands not to receive the instrument of accession of this territory to the Apostille Convention or, at least, to suspend its deposition until a proper decision could be adopted by the competent organs of the Hague Conference on Private Law.

The Hague, 11 December 2015

The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands sends the present notification in its capacity as depositary of the Convention.

The Depositary Notifications are accessible on the website of the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands at <https://treatydatabase.overheid.nl>

XII Legalisation No. 12/2015 CORR